Les Leçons de l'Histoire

La Crise du 16 Mai 1877 ou le jour où la France a choisi la République

.

Mots-clés : *Troisième République, Mac Mahon, Régime parlementaire, Dissolution législative, Crise constitutionnelle, Histoire locale (Bretagne).*

Résumé de l'étude
La crise ministérielle du 16 mai 1877 constitue le tournant institutionnel majeur de la Troisième République. Cet événement matérialise le choc frontal entre deux visions irréconciliables du pouvoir : le régime parlementaire dualiste (d'inspiration orléaniste) défendu par le président républicain-conservateur de fait, le maréchal de Mac Mahon, et la souveraineté nationale moniste portée par les républicains. En poussant Jules Simon à la démission pour le remplacer par le duc de Broglie, Mac Mahon tente un coup de force constitutionnel. La dissolution de la Chambre des députés qui s'ensuit se solde par une éclatante victoire républicaine aux urnes, forçant le président à se soumettre puis à se démettre en janvier 1879.

Loin de se limiter aux salons parisiens, cette crise trouve un écho structurel dans les territoires. À travers l'exemple du journal républicain quimpérois *Le Finistère*, l'étude démontre comment l'appareil d'État de l'Ordre moral a mis en place une répression féroce (révocations préfectorales, procès pour offense, interdiction de colportage). Cette terreur administrative s'est

avérée être un échec stratégique : elle a transformé les titres locaux en martyrs et cimenté le bloc républicain rural. L'issue de la crise a durablement discrédité le droit de dissolution, atrophié la fonction présidentielle via la « Constitution Grévy » et installé la prééminence absolue et non régulée du Parlement en France jusqu'en 1940, léguant un traumatisme de l'homme fort qui ne sera surmonté qu'en 1958 avec l'avènement de la Cinquième République.

SECTION I : Le choc des légitimités et l'effondrement du dualisme constitutionnel

La crise ministérielle du 16 mai 1877 constitue le tournant institutionnel majeur de la Troisième République. Elle scelle définitivement la transition d'un régime parlementaire dualiste vers un régime parlementaire moniste centré sur la prééminence absolue de la Chambre des députés. L'analyse historique de cet événement met en lumière l'affrontement irréconciliable entre la légitimité présidentielle du maréchal de Mac Mahon et le principe de souveraineté nationale défendu par les républicains.

Pour approfondir la portée de cette crise, il convient de comprendre que cet événement — qualifié par les républicains de « Coup d'État », bien que rigoureusement légal au regard des textes constitutionnels — a figé le fonctionnement politique de la France pour les soixante-dix années suivantes.

1. Le mécanisme du conflit : La mécanique d'un coup de force institutionnel

L'expression « Coup d'État », omniprésente dans la presse républicaine de l'époque, ne désigne pas une insurrection militaire, mais un coup de force institutionnel. Le maréchal de Mac Mahon tente alors d'imposer une lecture stricte,

conservatrice et présidentielle des lois constitutionnelles de 1875 à travers un processus en trois temps :

- **La révocation indirecte :** Le 16 mai, Mac Mahon adresse une lettre de blâme publique à son président du Conseil, le républicain modéré Jules Simon. Il l'enjoint explicitement à démissionner, alors même que ce dernier dispose d'une large majorité à la Chambre des députés.
- **Le gouvernement de combat :** Outrepassant la majorité parlementaire, le Président remplace immédiatement Jules Simon par le duc de Broglie, figure de proue des monarchistes, formant un ministère minoritaire dit « d'Ordre moral ».
- **La dissolution :** Face à la protestation immédiate des 363 députés républicains (cohésion historique scellée par le Manifeste des 363), Mac Mahon, après avoir obtenu l'accord du Sénat, dissout la Chambre le 25 juin 1877.

2. L'enjeu doctrinal : Dualisme orléaniste contre Monisme républicain

Le cœur du conflit réside dans l'interprétation juridique de la responsabilité du pouvoir exécutif :

- **La vision de Mac Mahon (Régime parlementaire dualiste ou orléaniste) :** Pour le Maréchal, le ministère est doublement responsable : devant la Chambre, mais d'abord et avant tout devant le chef de l'État. Le Président n'est pas un pivot passif ; il possède une légitimité propre, historique et constitutionnelle, qui lui permet d'imposer la direction politique du pays.
- **La vision des Républicains (Régime parlementaire moniste) :** Menés par Léon Gambetta, les républicains considèrent que le gouvernement ne peut découler que de la majorité législative, seule expression directe du suffrage universel. Le Président doit s'effacer devant la volonté populaire exprimée par la Chambre. C'est le sens de la célèbre

formule de Gambetta : « Quand la France aura fait entendre sa voix souveraine, [...] il faudra se soumettre ou se démettre. »

SECTION II : L'impact en province : Le décryptage du combat républicain par la presse locale

La compréhension fine de la crise du 16 mai ne peut se limiter aux salons parisiens ou aux travées de Versailles. Elle s'est jouée avec intensité dans les territoires, par l'intermédiaire d'une presse locale alors en plein essor, indispensable pour mobiliser l'électorat des collectivités.

L'analyse du journal Le Finistère, fondé à Quimper en 1872, est à ce titre emblématique. Contrairement aux idées reçues sur l'Ouest breton, souvent perçu comme uniformément conservateur, Le Finistère était un organe résolument républicain, de tendance modérée ou opportuniste. Sa condamnation à l'été 1877 pour « offense au président de la République » après la dissolution démontre son rôle de fer de lance de l'opposition à Mac Mahon.

Dans son édition du 19 mai 1877, soit trois jours seulement après le renvoi de Jules Simon, le journal ne cherche pas à légitimer l'action présidentielle, mais s'attache à rendre intelligible ce coup de force à ses lecteurs tout en structurant la riposte républicaine autour de trois axes stratégiques :

- **La dénonciation du « complot clérical » et réactionnaire :** Pour le journal, l'acte du 16 mai est le résultat direct de la pression des forces monarchistes et de l'Église (les ultramontains qui poussaient la France à intervenir à Rome pour le Pape). La rhétorique vise à disculper en partie la figure du Maréchal — présenté comme un militaire loyal mais manipulé — pour mieux concentrer le feu politique sur son nouvel entourage : le duc de Broglie.

- **Le rappel au droit contre l'arbitraire personnel :** L'organe quimpérois insiste sur la légitimité absolue des urnes en rappelant que les élections législatives de 1876 avaient donné une majorité claire aux républicains. L'intervention de Mac Mahon est présentée comme une anomalie démocratique, une ingérence du pouvoir personnel contre le suffrage universel. La ligne éditoriale démontre que Jules Simon n'avait pas perdu la confiance des députés, rendant sa destitution contraire à l'esprit profond des institutions de 1875.
- **La pédagogie de la crise : Calme, légalité et mobilisation électorale :** L'objectif du titre n'est pas d'appeler à l'insurrection populaire — ce qui offrirait aux conservateurs le prétexte idéal pour décréter l'état de siège ou une répression militaire —, mais de maintenir la résistance sur un terrain strictement légaliste. Anticipant dès le mois de mai la dissolution à venir, le journal prépares psychologiquement l'électorat de l'Ouest à la bataille des urnes. Le message est clair : Mac Mahon utilise ses prérogatives légales, mais les républicains utiliseront les leurs (refus de confiance au ministère de Broglie, blocage du budget, puis recours souverain au suffrage universel).

SECTION III : Le devenir de la Troisième République : L'avènement de la « République des députés »

Le triomphe des républicains aux élections d'octobre 1877 déclenche le démantèlement progressif du pouvoir exécutif. Le devenir des institutions s'en trouve profondément bouleversé à travers trois conséquences majeures :

1. La « Constitution Grévy » ou l'effacement de la fonction présidentielle

Après la démission définitive de Mac Mahon en janvier 1879, le républicain Jules Grévy lui succède. Lors de son message de prise

de fonction aux chambres, il pose le dogme de sa gouvernance : « Soumis avec sincérité à la grande loi du régime parlementaire, je n'entrerai jamais en lutte contre la volonté nationale exprimée par ses organes constitutionnels. »

Cette pratique politique, passée à la postérité sous le nom de « Constitution Grévy », vide la fonction présidentielle de ses prérogatives réelles. Le droit de dissolution, bien que constitutionnellement préservé, est frappé de désuétude car assimilé dans la culture politique à un acte antirépublicain par excellence. Aucun président de la Troisième République n'osera plus y recourir.

2. L'instabilité ministérielle chronique comme norme de gouvernement

En privant le système constitutionnel du contrepoids de la dissolution, la Chambre des députés devient le cœur absolu, et non régulé, du pouvoir. Les députés ont la liberté de renverser les cabinets ministériels au gré des coalitions changeantes, sans jamais craindre d'être renvoyés devant leurs électeurs.

Cela installe une fragilité gouvernementale structurelle, caractérisée par des ministères ne durant souvent que quelques mois. Cette instabilité est toutefois nuancée par la permanence d'un personnel politique restreint, les mêmes hommes passant simplement d'un portefeuille ministériel à un autre d'un gouvernement à l'autre.

3. La sacralisation du Parlement et le traumatisme de « l'Homme fort »

Le 16 mai instille chez les républicains une peur viscérale du pouvoir exécutif, systématiquement assimilé au césarisme ou à la dérive autoritaire. Le souvenir du coup d'État du 2 décembre 1851 par Louis-Napoléon Bonaparte étant encore vivace, la

République se construit de manière défensive, par et pour le Parlement.

Ce refus dogmatique d'un exécutif puissant bloquera toute velléité de réforme institutionnelle d'envergure jusqu'en 1940. Cette logique survivra à la Seconde Guerre mondiale et imprégnera fortement la Quatrième République, jusqu'à ce que le général de Gaulle inverse totalement ce paradigme en 1958 avec l'avènement de la Cinquième République.

SECTION IV : La figure de Jules Simon dans l'opinion bretonne : Entre désaveu politique et fidélité régionale

La chute du ministère de Jules Simon le 16 mai 1877 ne se traduit pas par une simple lecture binaire au sein de son berceau d'origine, la Bretagne. L'analyse des courants d'opinion locaux révèle une perception tridimensionnelle de « l'enfant du pays », oscillant entre rancœur idéologique, alignement pragmatique et attachement culturel.

- **Le soulagement des conservateurs : La fin de la duplicité et le retour à l'ordre.** Pour la frange conservatrice et cléricale de l'électorat breton, le double positionnement de Jules Simon — qui se revendiquait « républicain-conservateur » — n'était qu'une posture hypocrite. Le clergé local ne pardonnait pas au ministre ses velléités de réformer l'enseignement primaire au profit de l'État. Les organes de presse conservateurs saluent sa démission forcée comme le juste châtiment d'un ministre incapable de contenir la Chambre républicaine. Pour ce camp, son effacement valide la lecture constitutionnelle de Mac Mahon.
- **Le pragmatisme des républicains : La fin du « en même temps ».** Du côté républicain, le 16 mai agit comme un révélateur. L'opinion publique prend acte que l'heure n'est plus à la conciliation. Les républicains locaux, bien que gardant de

l'estime pour l'homme, tournent rapidement la page de son ministère. Ils s'engagent immédiatement dans une logique de combat électoral face au gouvernement de Broglie.

- **La persistance d'une estime locale et culturelle.** Malgré ces critiques politiques, Jules Simon conserve un solide respect affectif dans la région. Les milieux intellectuels et bourgeois des villes (Brest, Quimper, Lorient) séparent les faiblesses de l'homme d'État des mérites de l'homme de lettres. Son élection comme sénateur inamovible et son entrée à l'Académie française restent des motifs de fierté régionale. De plus, au fur et à mesure que la campagne se durcit, une partie de la paysannerie en vient à regretter sa politique d'apaisement.

SECTION V : L'appareil d'État contre les libertés : La répression préfectorale de l'Ordre moral

Après le 16 mai, le maréchal de Mac Mahon et le duc de Broglie installent un véritable « gouvernement de combat ». En Bretagne, les préfets reçoivent des directives d'une fermeté absolue pour étouffer toute contestation républicaine. N'ayant pas constitutionnellement le pouvoir d'abolir la liberté de la presse, l'administration utilise l'arsenal législatif restrictif hérité du Second Empire pour orchestrer un harcèlement global.

- **La « valse des préfets » et la reprise en main administrative :** Le gouvernement de Broglie procède immédiatement à une épuration massive de la haute fonction publique. Les préfets et sous-préfets nommés sous Jules Simon sont révoqués. Ils sont remplacés en Bretagne par des hommes à poigne, dévoués aux causes monarchiste ou bonapartiste, investis d'une mission claire : contrôler les canaux d'information locaux.
- **Le harcèlement judiciaire et les procès pour « offense » :** L'arme favorite des nouveaux préfets est le délit d'offense au

président de la République. Tout article critiquant la lettre du 16 mai ou la dissolution de la Chambre est qualifié d'offense ou d'excitation à la haine du gouvernement. C'est le cas du journal Le Finistère, traîné devant les tribunaux au cours de l'été 1877, écoper de lourdes amendes destinées à provoquer son asphyxie financière.

- **L'asphyxie des réseaux de diffusion : Colportage et affichage :** Pour toucher l'électorat rural, la presse républicaine dépend alors de la vente à la criée et des colporteurs. Les préfets retirent en masse les visas préfectoraux de colportage aux distributeurs républicains, proscrivent la vente dans les gares et les kiosques, et censurent l'affichage des professions de foi des candidats républicains.
- **La surveillance des structures de sociabilité et des services publics :** La pression administrative descend jusqu'à l'échelle des individus. Préfets et maires conservateurs menacent les tenanciers de cafés et cabarets de fermeture administrative s'ils laissent à disposition des journaux comme Le Finistère. De même, les facteurs et agents postaux font l'objet d'une surveillance étroite.

Bilan stratégique : Cette politique de terreur administrative s'est soldée par un échec total. Loin de décourager l'électorat, le zèle préfectoral a cimenté le bloc républicain et transformé les titres locaux en martyrs de la liberté.

SECTION VI : La contre-offensive doctrinale de la presse de droite bretonne

Pendant que les structures républicaines subissent la répression, la presse conservatrice, monarchiste et catholique bretonne exulte. Pour ces titres de droite, les mesures de censure administrative ne constituent pas des atteintes aux libertés, mais

des actes de légitime défense et de salut public face à l'émergence du radicalisme.

Les organes phares de la droite locale — à l'instar de L'Océan à Brest, de L'Union du Finistère, ou des feuilles légitimistes qui donneront naissance au Courrier du Finistère — légitiment l'action de l'Exécutif autour de deux grands axes rhétoriques :

- **La métaphore de « l'assainissement moral » des campagnes :** Pour la presse cléricale, les journaux républicains agissent comme un « poison social » instillé au sein de populations rurales traditionnelles et pieuses. Lorsque les préfets interdisent le colportage républicain, la presse de droite applaudit des mesures de salubrité publique. Les feuilles républicaines sont présentées comme des agents de subversion antichrétienne qu'il faut neutraliser pour préserver la paix publique.
- **La défense de l'Ordre face au spectre du « Péril Rouge » :** La presse conservatrice exploite de manière intensive la peur du désordre social. Le traumatisme de la Commune de Paris (1871) étant encore extrêmement récent, les feuilles de droite agitent le spectre d'une dérive jacobine et terroriste si les républicains l'emportent. L'acte de Mac Mahon est dépeint comme un bouclier salvateur contre l'anarchie, et le duc de Broglie comme le garant de la propriété privée et de la famille face aux « radicaux incendiaires ».

SECTION VII : La contre-offensive des députés républicains à la Chambre

Dès la rentrée parlementaire de novembre 1877, les députés républicains bretons (élus du Finistère, d'Ille-et-Vilaine ou des Côtes-du-Nord) s'intègrent pleinement à la stratégie de combat menée par les 323 députés de la majorité (issus du bloc des

363). Leur riposte institutionnelle s'articule autour de trois leviers majeurs :

- **L'invalidation systématique des députés de droite « mal élus » :** Les parlementaires exigent des enquêtes approfondies sur le rôle des préfets de combat et du clergé. Dans les circonscriptions bretonnes où la droite l'a emporté de justesse grâce au chantage spirituel des prêtres ou aux fraudes administratives, la majorité républicaine vote l'invalidation des scrutins pour « pression officielle abusive », provoquant des élections partielles.
- **La grève de l'impôt et le blocus du ministère de Broglie :** Les élus bretons s'associent au blocus budgétaire. La Chambre refuse de voter les crédits indispensables à la marche de l'État tant que Mac Mahon maintient un gouvernement minoritaire non issu de la majorité parlementaire. Pris à la gorge financièrement, le duc de Broglie démissionne le 19 novembre 1877. En décembre, Mac Mahon cède définitivement en nommant le républicain Jules Dufaure.
- **Le vote de lois de réparation et l'épuration préfectorale :** Les députés imposent au nouveau ministère le renvoi immédiat de tous les préfets et sous-préfets d'Ordre moral qui avaient encadré la répression dans l'Ouest. De même, ils votent une loi d'amnistie générale, annulant les condamnations financières et judiciaires contractées par les citoyens et les journalistes d'opposition.

SECTION VIII : Le triomphe éditorial : Le journal Le Finistère et le retour des libertés

Pour le journal Le Finistère, les éditions de la fin de l'année 1877 résonnent comme une revanche historique face au harcèlement de l'administration préfectorale.

- **Une rhétorique du triomphe de la Justice sur l'Arbitraire :** Le titre quimpérois célèbre avec force la victoire du « Droit » et du « Suffrage universel ». Dans ses colonnes, la chute du duc de Broglie marque la fin d'un anachronisme autoritaire et consacre le triomphe de la modération républicaine sur le « radicalisme blanc » (monarchiste). Le journal se réjouit du limogeage du préfet du Finistère et des magistrats trop zélés.
- **La reconquête de l'espace public et la liberté retrouvée :** Avec l'effondrement de l'Ordre moral, les barrières de la censure s'effondrent. Le journal retrouve son droit de colportage sans restriction administrative et est de nouveau vendu librement dans les gares et les débits de boissons. Sur le plan financier, la fidélité des abonnés bretons, qui ont bravé la surveillance des postiers, consolide durablement l'assise économique du titre.
- **L'ouverture d'une ère nouvelle : Cap sur la laïcisation :** Fort de sa légitimité renforcée, Le Finistère esquisse déjà les grands chantiers de la décennie à venir : la nécessité d'instaurer une instruction publique totalement laïque en Bretagne afin de briser, dès l'enfance, l'emprise cléricale mise en évidence par la crise du 16 mai.

FOCUS : L'agonie politique de Mac Mahon (1877 - 1879)

Le bras de fer d'octobre 1877 laisse le maréchal de Mac Mahon politiquement prisonnier de la Chambre des députés. Son parcours jusqu'à sa chute illustre la perte progressive de toutes ses prérogatives constitutionnelles :

- **La capitulation institutionnelle (Décembre 1877) :** Contraint d'appeler le républicain Jules Dufaure, Mac Mahon adresse un message au Parlement le 14 décembre. Il reconnaît que la dissolution ne saurait être un mode de gouvernement habituel. Il s'est soumis.

- **La cohabitation hostile (1878) :** Le Président s'efface derrière son président du Conseil et se cantonne à une fonction de représentation, notamment lors de l'Exposition universelle de 1878. Pendant ce temps, la Chambre et le gouvernement purgent l'administration et la magistrature des éléments conservateurs.
- **Le basculement du Sénat (Janvier 1879) :** Le renouvellement triennal de la Chambre haute le 5 janvier vire au désastre pour la droite. Les républicains y conquièrent une majorité nette. Face à deux chambres acquises à la gauche, le Maréchal perd son dernier rempart institutionnel.
- **Le point de rupture : L'épuration de l'armée (30 janvier 1879) :** Le gouvernement Dufaure lui présente un décret révoquant plusieurs généraux, dont des compagnons d'armes du vieux soldat. Estimant que signer ce texte équivaut à trahir l'honneur militaire, Mac Mahon refuse et choisit la seconde option de Gambetta : le 30 janvier 1879, il démissionne.

CONCLUSION GÉNÉRALE : La crise du 16 mai 1877, de l'épreuve de force à la naissance d'un modèle républicain

La crise ministérielle du 16 mai 1877 aura été le laboratoire où s'est définitivement forgée l'identité politique de la Troisième République. Loin d'être un simple conflit de palais parisien, ce bras de fer a trouvé un écho puissant et structurant dans les provinces françaises, et tout particulièrement en Bretagne.

Le parallélisme entre le déclin politique du maréchal de Mac Mahon et l'évolution de la presse bretonne dessine la trajectoire d'une république qui passe d'une posture défensive à une hégémonie doctrinale. L'effacement progressif du pouvoir présidentiel trouve sa réplique exacte sur le terrain médiatique local. Tandis que Mac Mahon est contraint à la soumission puis à la démission, la presse conservatrice d'Ordre moral, comme

L'Océan ou les prémices du Courrier du Finistère, perd son hégémonie culturelle et se voit reléguée à un rôle d'opposition cléricale minoritaire.

À l'inverse, le harcèlement préfectoral subi par les organes républicains tels que Le Finistère a paradoxalement agi comme un puissant catalyseur démocratique. En devenant des « martyrs de la légalité », ces titres de province ont politisé les structures de sociabilité locales — du réseau des postiers à la table des cabaretiers — et soudé un électorat rural pourtant réputé conservateur. La victoire des urnes en octobre 1877, puis le basculement du Sénat en 1879, ne sont pas seulement des victoires parlementaires constitutionnelles ; ce sont des conquêtes territoriales portées par une pédagogie de la loi et de la liberté de parole.

En définitive, le sacrifice politique de Jules Simon et la démission de Mac Mahon ouvrent la voie à la « République des députés », mais aussi à la République des citoyens informés. En liant intimement le combat parlementaire de Versailles à la résistance éditoriale de Quimper ou de Brest, la crise du 16 mai a définitivement ancré la culture républicaine dans l'esprit public de la Basse-Bretagne, transformant une terre de tradition en un bastion du légalisme républicain et de la future laïcité scolaire.

POUR EN SAVOIR PLUS

Pour prolonger votre lecture et explorer les coulisses de ce tournant majeur de la Troisième République, nous avons sélectionné plusieurs ressources incontourbables. Que vous cherchiez le récit vivant du bras de fer politique, une analyse rigoureuse du choc des institutions ou un accès direct aux archives d'époque, ces références vous permettront de mesurer toute la portée de la crise du 16 Mai 1877

Les Essais et Ouvrages Historiques

- ***Le Seize-Mai revisité*** (dir. Jean-Marc Guislin, IRHiS, 2018) : L'un des travaux universitaires collectifs les plus complets et récents pour comprendre les dynamiques locales et nationales de cette crise politique.
- ***Le Coup d'État manqué du 16 mai 1877*** (Fresnette Pisani-Ferry, Robert Laffont, 1965) : Un grand classique du récit historique qui détaille minutieusement le bras de fer et la mécanique politique entre Mac Mahon et Gambetta.
- ***La République des ducs*** (Daniel Halévy, Grasset, 1937) : Une œuvre magistrale indispensables pour s'immerger dans l'atmosphère politique des années 1870 et l'effondrement des espoirs monarchistes.
- ***L'Ordre Moral (1873-1877). Royalisme, catholicisme et conservatisme*** (dir. Olivier Dard et Bruno Dumons, Éditions du Cerf, 2025) : Une étude cruciale pour analyser les forces conservatrices qui entouraient le maréchal de Mac Mahon juste avant le dénouement républicain.

L'approche Institutionnelle et Juridique

La crise du 16 mai 1877 : Édition critique des principaux débats constitutionnels (Carlos-Miguel Pimentel, Dalloz, coll. « Droit politique », 2017) : Un ouvrage de référence qui donne directement la parole aux protagonistes à travers leurs discours parlementaires commentés par des juristes.

Sources Numériques et Archives (Accessibles en un clic)

- **Le dossier historique de l'Assemblée nationale** : Une chronologie officielle très claire accompagnée d'iconographies de l'époque.
- **La bibliothèque numérique Wikisource** : Permet de consulter directement les textes d'époque, notamment la célèbre

lettre de rupture envoyée par Mac Mahon à Jules Simon le matin du 16 mai.